

Enquête Publique de demande d'autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement formulée par la société MEDIACO logistique SUD, en vue d'être autorisée à modifier les conditions d'exploitation de son établissement sur la commune de Port Saint Louis du Rhône.

ENQUÊTE PUBLIQUE DU 22 NOVEMBRE AU 8 DECEMBRE 2023

Décision de désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal
Administratif de Marseille du 13 octobre 2023 n°E23000081/13

Didier PAGES

Dossier arrêté n°2022-246-A du 19 octobre 2023
du préfet des Bouches du Rhône

1 RAPPORT du COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

SOMMAIRE

1 Généralité

2 Organisation de l'enquête

3 Déroulement de l'enquête

4 Synthèse des Avis des personnes publiques associées et autres à l'élaboration du projet

5 Analyse des observations du publics et procès-verbal de synthèse et réponse du porteur de projet

1. Généralité

1.1 Objet et cadre général du projet

Le projet d'extension et d'optimisation d'une plateforme logistique de stockage et sa modification de condition d'exploitation au titre de d'une demande d'autorisation environnementale pour les installations classées pour la protection de l'environnement est porté par l'entreprise MEDIACO logistique SUD au lieu-dit zone Distriport avenue de Changai, 13230 Port Saint Louis du Rhône. Elle est représentée par Denis LIOTTA, directeur général dont le siège social MEDIACO se situe 3 rue Gaston Castel 13016 Marseille.

MEDIACO logistique est un acteur référencé de lieu de stockage de la plateforme industrialo-portuaire de la Zone industrielle Portuaire (ZIP) de Fos du grand port de Marseille. MEDIACO logistique exploite divers autres bâtiments sur Fos Distriport.

MEDIACO est un groupe familial crée il y a 80 ans à Marseille, qui a développé une activité de douane et d'acconage, vers une activité d'entrepôt portuaire, entre Marseille, FOS Distriport et le Havre. Son activité » logistique portuaire est une interface entre le transport maritime et la distribution sur le territoire. Elle consiste pour l'import à la réception de conteneur de matière première, type, café sucre, engrais, pompe à chaleur, panneaux solaires etc.... et à l'export de marchandise en groupage exporté vers l'île de la Réunion, les USA ou l'Asie (vins et spiritueux etc....). Sa proximité géographique, des terminaux portuaires lui permet de développer ce type d'activité.

La société MEDIACO exploite actuellement un bâtiment frigorifique d'une superficie de 10048m² pour divers produits de consommation courante et alimentaire. (9461m² de locaux frigo en plus des bureaux et locaux technique)

Le projet concerne une restructuration de la plateforme de stockage par la modification et cheminement et de distribution, en mitoyenneté du bâtiment existant et la construction de 3 nouvelles cellules de stockage, de locaux de charges et de bureaux, pour une superficie d'extension de 17135m² , soit un total de 26596m². Ce projet prévoit un effectif d'environ 60 personnes administratives et 20

chauffeurs pour la gestion et l'exploitation des entrepôts. Le site n'est pas ouvert au public.

L'exploitant sollicite une extension au sol, de ses bâtiments, d'une superficie de 17135m² pour le stockage de divers produits dont les quantités ou natures entrent dans le champ d'application de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, objet de cette présente enquête publique.

1.2 Le lieu

Le projet est localisé dans le département des Bouches du Rhône, sur la commune de Port Saint Louis du Rhône, dans la zone de de la ZIP de Fos sur Mer.

La société MEDIACO est propriétaire d'une emprise foncière de 60713.33m² (parcelle B918-919-920). Le site se trouve à environ 2.6 km du centre-ville de Port Saint Louis du Rhône, à 2.9 km Nord Est du Rhône à 10 km de Fos et à 18km de - Martigues.

Son environnement géographique immédiat est constitué de bâtiments industriels (transafos) au sud, du site naturel dénommé « bassin du Gloria » est à l'ouest des bâtiments de stockage, SIPA , Fos sur Mer et Bolloré logistique (désormais CMA-CGM).

Sa situation d'insertion dans le tissu de bâtiments industriels à plus de 1.5km de plusieurs zones résidentielles est conforme à la vocation de la zone du document du PLU, (approuvé le 16 mai 2019) : secteur UE.2 réservés aux zones à tissu urbain à vocation d'activités économiques industrialo-portuaire, aussi qu'en comptabilité avec les documents de planification. (SCOT, SRADDET). L'accès au site notamment par trafics routier de poids lourds, sera réalisée par des voiries adaptées et conçues pour les activités industrialo-portuaires. (Noms évocateurs : rue de Shangai, rue de Newyork), mais aussi RN 568 et D35 pour accéder au centre-ville de Port Saint-Louis du Rhône, et D 268 pour le flux des camions hors ville. L'interconnexion géographique avec le port à 2km est réalisée par transport routier dans les deux sens. Aucun autre mode de transport n'est sollicité. Néanmoins un embranchement ferroviaire borde le site, le long des bâtiments 1 et de la future cellule SEC01.

1.3 le projet soumis à enquête publique

Au-delà de la construction de trois nouvelles cellules de stockage, c'est bien notamment la nature des produits stockés dans les différentes unités ou cellules d'entrepôt soit B1 de 9461m², SECO1 de 7475m², SECO2 de 2525m² et SECO3 de 6000m², qui amène à entrer dans le champ des installation classées pour l'environnement. Le bâtiment existant sur le site comprend un quai de transit, 7 chambres froides (amplitude thermique de + 8° à -20° celsius) et divers équipements de refroidissement, (tours aéroréfrigérantes) de réseau incendie, de biens de collecte et de bureaux pour un total de 10048m², pour le personnel administratif du site. L'exploitation d'origine a été autorisée par un arrêté préfectoral ICPE, n°2003-358/66 le 10 novembre 2003, puis le 12 décembre 2012 2801-2014 et le 14 novembre 2019. L'unité de préparation/conservation de produits alimentaire d'origine a cessé ses activités par portée à connaissance du préfet en décembre 2021.

Le projet d'extension de construction de 17135m² est composé de 3 nouvelles cellules et locaux techniques liées. Un complément de stationnement de 8 conteneurs réfrigérés pour des produits alimentaires, viendra s'adjoindre, en dispositif extérieur, sans être considéré comme élément de stockage. Les cellules SECO2 et 3 seront recouvertes de panneaux photovoltaïques. La hauteur maximale des bâtiments sera de 15m pour une hauteur maximale de stockage de 13.5m. Le volume maximal stocké est de 57712m³ pour un volume bâti disponible de 334610m³. La masse de matière combustible s'élève à 35406tonnes.

A terme du projet les surfaces sont établies comme suit :

- superficie foncière totale, 60713m² ¹
- superficie des bâtiments ,27183m²
- superficie des voiries et stationnement 17672m²

¹ (Attestation notariale soumis par maître Ferraud une superficie de 60038 et complété par un acte à intervenir incorporant la parcelle b320 d'une superficie de 674m², p3 étape 4 doc1)

- superficie des espaces verts, 13564m²
- superficie du bassin (réserve d'eau d'incendie) ,2507m².

En synthèse, la nature des activités du projet tant en surface, ou volume ou type de matériau stocké relève du champ des ICPE et diverses réglementations administratives. La nature combustible des produits stockés est constituée de produits de la grande distribution, papiers, cartons, marchandises frigorifiques, à bas de bois) et matières plastiques. (Pastis, rhum, insecticides, javel... et pompes à chaleur). Plus précisément :

- Matières combustibles 35406 tonnes, (terreau, tourbes, bois, alcool de bouche ...)
- Produits dangereux, javel, alcool de bouche, soude, gaz de pompe à chaleur etc...)
- Utilités, accumulateurs électriques, liquide de refroidissement, groupe diesel, et carburant, etc...

1.4 Le cadre juridique de l'enquête

La société MEDIACO représentée par M. Denis LIOTTA a donné mandat au bureau d'étude EVOLUTY représenté par M Philippe GASQUET pour constituer et déposer le dossier de demande d'autorisation environnementale nécessaire aux nouvelles conditions d'exploitation du site.

En application de l'article R122.2 et R123.8 du code de l'environnement, le projet a été soumis à un examen « cas par cas » dans le cadre des aménagements projetés sur le site. Après étude du bureau des installations et travaux réglementés pour la protection des matériaux, le préfet des Bouches du Rhône a pris un arrêté n°2022-246-K daté du 13 octobre 2022, qui dit en substance :

«La localisation du projet situé dans le secteur industriel n'affecte pas les zones à enjeux écologiques, le projet ne conduit pas à une augmentation significative du trafic des poids lourds, sans extension du site, sans modification de rejets atmosphériques ou aqueux, ne relève pas d'incidences relative aux ressources naturelles etc. ... par conséquent les impacts du projet ne paraissent pas significatifs, le projet de modification et d'extension de l'installation classée pour la protection

de l'environnement exploité par la Ste MEDIACO sur le territoire de la commune de Port Saint Louis du Rhône, n'est pas soumis à évolution environnementale ».

C'est dans cet esprit, et pour répondre à la nature mesurée dans un environnement artificialisé, dans le cadre de la localisation industrielle de la ZIP de Fos, sans entrainer de modification notable de rejets ou d'utilisation de ressources naturelles ou de l'environnement d'intérêt écologique, sans augmentation significative de poids lourds, que le préfet a arrêté une procédure induisant un dossier d'ETUDE d'INCIDENCE ENVIRONNEMENTALE.

1.4.1 Etude d'incidence règlementaires

Ainsi, une étude d'incidence est présentée par le bureau EVOLUTYS, pour le projet de demande d'autorisation au titre de la réglementation environnementale.

Cette étude est proportionnée à l'importance du projet et à ses incidences prévisibles sur l'environnement conformément aux articles L181-3 et R 181-14 du code de l'environnement.

Cette étude proposée par EVOLUTYS inventorie l'ensemble des textes et réglementations comme suit :

- Aux PROCEDURES ADMINISTRATIVES : Nomenclature d'évaluation environnementale.
 - Le projet d'installation classée pour la protection de l'environnement peut être soumis à une étude au cas par cas pour son classement à la rubrique 4755-2a (article L515 et 28 du code de l'environnement) et pour les travaux de construction qui créent une surface de plancher supérieur ou égale à 10 000m² soit une surface de 17135m². (Article R111-22 et R122-2 du code de l'urbanisme).
 - Pour les matières combustibles entreposées, produits dangereux et hors produits dangereux. (Tableau de classement étape 5)
- ICPE, Soumis
 - à AUTORISATION,
L'activité du site sera soumise à AUTORISATION pour la protection de l'environnement (article L511-1) du code de l'environnement pour la rubrique 4755.2a, alcool de bouches TAV supérieur à 40°, pour un tonnage

supérieur à 500 tonnes arrêté par le pétitionnaire à 3750 tonnes. Rubrique 4718 pour les gaz inflammables liquéfiés type R32, (7 tonnes) ,Avis SDDIS 3 mai 2023.

- à ENREGISTEMENT,
au titre de la rubrique 1510-2b pour le stockage de matières d'un volume de 334.610m³ et 35406 tonnes de matières combustibles, produits aux substances combustibles dans les entrepôts couverts.
- à DECLARATION ET CONTROLE,
au titre de la rubrique 2921 b pour une puissance thermique de 2228kw pour refroidissement évaporatif par dispersion d'eau.
- à DECLARATION,
au titre de la rubrique 2925 pour l'atelier d'accumulateur électrique. (1200kw)

Les autres éléments de stockage n'entrent pas dans le seuil de classement ICPE.

➤ IOTA, (Installations, Ouvrages, Travaux ou Activités)

- Conformément aux articles L 214-1 à 6 et R 214-1à5 du code de l'environnement, concernant l'utilisation de l'eau et le rejet des eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sol au titre de la rubrique 2.1.5.0 alinéas 2. La superficie du projet de 60713m² d'emprise foncière entre dans le régime de déclaration, exemptés en périmètre de ZIP, Fos sur mer.

➤ à SEVESO,

- Le projet n'entre pas dans les établissements classés SEVESO, car le seuil calculé est inférieur à 1, soit 0.736, en application du point 1 de l'article R511-11 du code de l'environnement.

Des trois cellules, seule la cellule SECO3 répondra à la définition de cellule liquide et solides liquéfiables combustibles de la rubrique 1510², car elle contiendra une quantité de liquide inflammable supérieure à 500 T, c'est-à-dire 3750 tonnes. Chacune des deux autres cellules seront encadrées par les normes de la rubrique 1510 et seront limitées à 500 T au total, ou supérieur ou égale à 100 en contenants de 2L ou supérieur ou égale à 30 tonnes en conteneurs de 30L. (Déclaration ou contrôlé).

Par mesures de sécurité, la surveillance de l'ensemble des quantités, poids, volume et nature seront inventoriés et suivi quotidiennement par logiciel de gestion pour rester conforme à l'arrêté préfectoral référencé de l'ICPE.

In fine, les conditions de remises en état du site après exploitation sont prises en compte à ce jour au titre des articles R512-39-1 à 6 du code de l'environnement (dépollution...)

1.4.2 L'Etude d'incidence mesures

L'étude d'incidence du projet présente un inventaire exhaustif de l'ensemble des éléments du diagnostic technique environnementale et juridique.

Les éléments de réponses et de mesures pour réduire ou accompagner la réalisation du projet, au regard de son environnement fourni par le pétitionnaire confirme la prise en compte de la situation historique, économique et d'emplois du projet sur le bassin dédié aux activités de la ZIP de Fos à Port Saint Louis du Rhône.

-
- ² [REGLEMENTATION](#). 1510. Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts. (Rubrique modifiée derniers Décrets n°2020-1169 du 24 septembre 2020, article 1er et annexe I)
 - « Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :...

L'activité du projet au regard des normes environnementales et des prescriptions associées est en adéquation avec l'esprit de la loi et de ses représentants préfectoraux locaux, et le développement du site par l'industriel.

L'étude d'incidence environnementale fourni par le pétitionnaire, soumise à cette enquête publique, présente les mesures décrites et envisagées suivantes :

- Le projet prend sa place dans le règlement d'urbanisme, en caractérisant la nature de son activité, ses espaces verts, son volume, son insertion paysagère urbaine et industrielle, ses raccordements et traitements en eaux usées en micro-station, son implantation en retrait des limites favorisant les accès incendies. Le permis de construire devra valider l'ensemble de l'application de ses règles et propositions techniques au regard d'un dossier distinct qui devra rester dans l'esprit des éléments soumis à enquête.
- Le projet n'impacte pas directement l'environnement naturel tel que déterminé par le réseau natura 2000 à 2.6 km pour le site le plus proche et présente sur son sol ou sa localisation un impact globalement faible pour la biodiversité du site. (faune et flore) . L'ensemble des critères présentés par l'étude donne un résultat d'évaluation environnementale favorable. (étape 6 fichier 2p 60 et p77)
- Les mesures envisagées et retenues par le maître d'ouvrage prévoient de limiter l'emprise des travaux, d'adapter la période calendaire d'intervention, de gérer et limiter les éclairages et les déchets. (cf réponse pétitionnaire au courrier)
- A procédé à une étude préalable par le bureau d'étude ODETERRE, pour la réalisation écologique de pré diagnostic écologique printanier pour évaluer les sensibilités environnementales de la zone d'emprise du projet et ses milieux connexes en mars 2022. Cette étude scientifique a permis d'expertiser le caractère faible à négligeable de l'impact du projet sur le site. (faunistique et floristique : liseron rayé impact à caractère modéré, habitat) . Des prescriptions de plantation d'espèce indigènes de limitation d'éclairage de période de travaux paysager, ont été retenu par le maître d'ouvrage dans son projet.
- Les flux de transport sont calibrés à 160 véhicules par jour, soit une hypothèse de calcul de fréquentation sur la RD168 vers l'est, passant de 13242 à 14 174 véhicules jour soit + 3.7%, conforme aux capacités des voies existantes.

- La principale utilisation d'eau en matière de ressource naturelle du site, est liée au bassin d'incendie. L'ensemble des besoins incendie et personnel s'élève à 5.4 m3 jour.
- L'ensemble des résidus est géré par une société de recyclage pour déchet d'emballage pour être valorisé. Orientation3
- Les mesures de bruit (cf 2.7.2) seront réalisées pour mettre en relief de l'activité en limite de la propriété avant et après travaux (groupe aéroréfrigérant 3.3.3 étape 6, fichier 3 p2 tome1).
- La centrale photovoltaïque mise en place sur les toitures des nouveaux bâtiments produira 1482 MWh et sera utilisé pour 80% en autoconsommation pour répondre à une maîtrise de la consommation d'énergie. (Orientation 1 axe 1 et 3) .
- Etude de Danger. La seconde partie du dossier d'étude (étape 7 et 8) traitée au fichier 4 du justificatif du respect des prescriptions applicables aux ICPE et décrit comme suit par la société MEDIACO :
 - respect des dispositions constructives (plan et documents d'implantation, etc....)
 - respect de la demande d'enregistrement et suivi de modification apportés à l'installation.
 - suivi en nature et volume des matières, stockés et leur vérification au titre des grandes familles de produits.
 - diagnostic de l'état environnementale en cas de sinistre.
 - tenu des plans et mise à disposition pour les avis et réseaux auprès des services du SDISS. (bassin de rétention, récupération des eaux de surface).
 - gestion et valorisation des déchets produits par le site. Les effets létaux pris en compte resteront confinés à l'intérieur du site ou en extérieur sur des terrains du GPMM à usage de voie ferrée sans transport de voyageur et sur la voie d'accès P535 pour une surface très faible de de 200m² ou 41 mètre linéaire.

- Les services incendie secours auront une voie de ceinture en périphérie des bâtiments conforme aux normes de roulage spécifique. (Voie engin de 6m et prescription de roulage).
- Les cellules en présence de personnel (cantonnement) auront les caractéristiques d'évaluation et de surface conforme au code du travail. Pour l'ensemble de ces éléments techniques de prise en compte du risque, l'exploitant s'engage à réaliser une étude avant la mise en service de l'installation démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la cinétique d'incendie soit compatible avec l'intervention des services de secours et protection de l'environnement. (rubrique 4718) inspection des installations classées, débit des poteaux d'incendie, bassin de stockage d'eau, RIA...)
- Concernant la notion « d'incompatibilité », l'étude justifie l'engagement du respect et des prescriptions ICPE par des conditions de stockage de nature à ne pas entraîner de réactions entre les matières dangereuses et chimiquement incompatible. (non stockées dans la même cellule ou séparées physiquement, cf étape 5 fichier 4 p32 et 105).

Pour finir le résumé non technique de l'étude de danger, propose des mesures de prévention et de protection générale, (consignes, formation du personnel maintenance, sécurisation, moyens de lutte) et des mesures visant à limiter les risques liés à l'incendie (détection, sprinklage, poteaux incendie...) et de confinement des eaux d'extinction d'incendie.

L'étude de danger soumise à l'enquête publique conclue « qu'il n'y aurait pas de risque d'effets dominos », sur les autres cellules du fait de murs séparatifs REI120. Cela donne des résultats de modélisation conforme à la réglementation ICPE.

L'évaluation de la gravité d'incendie s'une cellule de stockage de produits dangereux ou non dangereux aboutissent à un classement du « niveau de gravité » à « modéré » et conclue que l'ensemble des scénarios présentent « un risque acceptable ». Cette évaluation classe le risque en cinquième et dernière position de la matrice MO PO 40, après Désastreux, Catastrophique, Important, Sérieux puis in fine Modéré.

En conclusion de l'étude de danger, l'aménagement des locaux doit prendre en compte la défense de ceux-ci contre l'incendie. Le pétitionnaire présente dans son étude un grand nombre de référence à la réglementation de lutte contre l'incendie et de demande d'aménagement de certaines prescriptions réglementaires. Cette initiative du pétitionnaire, très développée par sa technicité dans ce dossier d'enquête publique devra être reprise et mise en œuvre lors de l'instruction du permis de construire. L'avis des services compétents au stade du permis de construire, (SDISS) lors de la mise en œuvre des matériaux de construction et la mise en service. (Robinets d'Incendie Armés intérieur aux cellules, exercice de Plan d'Opération Interne, implantation des bâtiments, ingénierie des matériaux, cellules Sprinklers, évacuation des fumées, périmètre de feu, formation du personnel aux risques...)

Ainsi les mesures de lutte contre les risques proposés dans l'étude de la société MEDIACO sont de nature à permettre une prise en charge des phénomènes par les services compétents.

De même l'inventaire de la réglementation applicable à ce projet de stockage, les mesures exposées par l'étude d'incidence répondent de manière détaillée et argumentée à la prise en compte des valeurs et dangerosité des produits.

1.5 Liste de l'ensemble des pièces présentes dans le dossier.

1.5.1 Pièces du dossier présentes à l'enquête

- Etude MEDIACO sud, zone distriport , avenue de Changai 13230 Port Saint-Louis du Rhône - Bureau d'étude EVOLUTYS , 434 rue Etienne Lenoir 30900 Nimes, dossier de demande d'autorisation environnementale d'une installation classée, incluant la présentation non technique du projet d'extension d'une plateforme logistique. Dossier 1, étape 1 à 6, dossier 2, étape 7 à 8.
- Avis de l'ARS PACA du 28 avril 2023, 132 bd de Paris à Marseille, de Maria CRIADO.

- Avis DDTM, du service des eaux « mer environnement » du 14 mai 2023, de Mélanie LAFARGE.

1.5.2 Pièces administratives présentes dans le rapport de l'enquête

- Décision du tribunal administratif du 13 octobre 2023, n°E23000081/13, Madame la première Vice -Présidente, Muriel JOSSET, nomination du commissaire enquêteur, M. Didier PAGES.
- L'arrêté préfectoral, 2022-246-A, portant ouverture de l'enquête publique de demande en vue d'une enquête Publique de demande d'autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement formulée par la société MEDIACO logistique SUD, en vue d'être autorisée à modifier les conditions d'exploitation de son établissement sur la commune de Port Saint Louis du Rhône. 19 octobre 2023 signé par Cyrille le VELY.
- Avis d'enquête publique du préfet des Bouches du Rhône, du 20 octobre 2023 signé Gilles BERTOTHY.
- Le procès-verbal de synthèse du 10 décembre 2023.
- Réponse du pétitionnaire M. LIOTTA de la société MEDIACO reçu le 18 décembre 2023.
- Photos d'affichage d'avis d'enquête publique.
- Certificat d'affichage mairie de Fos sur mer, mairie de Port Saint Louis du Rhône du 11 décembre 2023 et 14 décembre 2023.
- Avis DDSiS du 23 05 2023, transmis par le préfet le 14 12 2023.
- Dossier MEDIACO, tome 1 page 3, modification en complément du dossier.
- Avis du conseil municipal de Fos sur Mer, non formulé.
- Avis du conseil municipal de Port St Louis du Rhone.
- Clôture du registre dématérialisé, (demat.fr) .
- Attestation foncière, Maitre FERAUD et associés, 6 12 2023.

2 Organisation de l'enquête

2.1 Désignation du commissaire enquêteur

Le Tribunal Administratif de Marseille ma désigné en qualité de commissaire enquêteur par décision du 13 octobre 2023 n°E23000081/13 signé de la première Vice-Présidente Muriel JOSSET.

2.2 Arrêté d'ouverture d'enquête publique

L'arrêté préfectoral en date du 19 octobre 2023 du bureau des installations et travaux règlementé pour la protection du milieu, suivi par Madame Mougenot, dossier N°2022 246 -A a précisé les modalités d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique relative à la demande d'autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement formulé par la société MEDIACO logistique Sud en vue d'être autorisé les conditions d'exploitation de son établissement sis sur la commune de Port Saint Louis du Rhône. Signé pour le préfet, le secrétaire général, Cyrille le Vely . L'enquête publique s'est déroulée du mercredi 22 novembre 2023 au vendredi 8 décembre 2023 inclus sur le territoire des communes de Port Saint Louis du Rhône et Fos sur mer.

Le publique peut consulter un résumé non technique sur le portail de la préfecture des Bouches du Rhône, [http ://www. Bouches-du-rhône.gouv.fr](http://www.Bouches-du-rhone.gouv.fr)³ et le dossier de demande d'exploiter (DDAE) est consultable en préfecture.

2.3 Mention des visites

Les visites ont concerné le lieu du projet, sa publicité et la réunion avec le porteur du projet

³ Adresse exacte : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Installations-Classees-pour-la-Protection-de-l-Environnement-ICPE/Installations-Classees-soumises-a-autorisation-et-a-enregistrement-Carrieres-et-Geothermie/Port-Saint-Louis-du-Rhone>.

2.3.1 la publicité

Un avis d'enquête a été émis et publié une première fois dans les quotidiens, la Provence et la Marseillaise en date du 31 10 2023,

Et une seconde fois en date du 23 11 2023.

J'ai constaté l'affichage de l'arrêté de l'enquête, dans les deux sièges des mairies ainsi que sur le lieu du projet, lors des visites des 13 , 21, 22 et 8 décembre 2022.

Un certificat d'affichage de la mairie de Fos du 21 novembre 2023, n° 2023-306 et de Port St Louis du Rhône du

Le dossier est mis en ligne à l'adresse sous visée : [http://www. Bouches-du-rhône.gouv.fr](http://www.Bouches-du-rhone.gouv.fr)

2.3.2 Réunion avec le porteur de projet

A la suite d'une lecture préalable du dossier de l'enquête publique, j'ai rencontré le 13 novembre 2023, le responsable de la société MEDIACO logistique sur le site du projet de Port-Saint-Louis du Rhône en présence de M.Denis LIOTTA directeur, Madame Lylia GRIB responsable environnement et directrice du site et Madame Juliette POZZETTO son adjointe.

Nous avons procédé à une présentation du projet et à la lecture du dossier au travers de divers points à éclairer. Nous avons convenu du besoin d'un ajout nécessaire de la présentation et l'historique de la société, du pourquoi du développement de ce lieu de stockage et du développement de l'activité de manière générale sur ce secteur de Port Saint Louis.

Les autres points concernant les études de bruit, les précisions sur les engagements du traitement de la lumière artificielle et du foncier propriété de la société ont été évoqués et trouvent un développement dans la réponse au PV de synthèse. L'ajout du justificatif au projet de développement de l'activité a été mise à disposition du public et incorporé au dossier consultable, préalablement au démarrage de l'enquête.

Une visite des lieux a permis de mesurer l'impact des constructions, les caractéristiques d'empilement sur RACK ⁴ de divers produits stockés et les différentes circulations d'entrées et de sorties des marchandises.

3. Dérroulement de l'enquête

3.1 Organisation de l'enquête

Le mardi 21 novembre j'ai paraphé les dossiers mis à la disposition du public en mairie de Fos sur mer et Port Saint-Louis du Rhône. Lors de cette visite j'ai rencontré M. Degres de la commune de Fos sur mer, et Mme Marion de Port Saint-Louis du Rhône, tous les deux responsables communaux pour la mise à dispositions des bureaux pour les enquêtes publiques et de l'accueil du public.

3.2 Déroulements de l'enquête

Un premier dossier et un registre de l'enquête publique est resté à disposition en mairie de Port Saint Louis du Rhône, pôle technique municipal, 25 avenue max Dormois 13230

J'ai accueilli le public :

- le mercredi 22 novembre de 9 h à 12 heures pour l'ouverture de l'enquête,
- et le vendredi 8 décembre 2023 de 14 h à 17 heures pour la clôture de l'enquête.

Un second dossier et un registre de l'enquête publique est resté à disposition en mairie de Fos sur Mer, hôtel de ville avenue René Cassin, 13270 ou j'ai accueilli le public :

le jeudi 30 novembre 2023 de 9h à 12 heures et le
vendredi 8 décembre 2023, de 9h à 12 heures.

⁴ anglicisme Meuble de rangement à dimensions normalisées

Le public a été correctement informé sur l'enquête, son déroulement sur deux communes concernées par le projet, lors des permanences de l'enquête par les affichages et les diverses mesures de publicités, par le site de la préfecture.

L'enquête publique aura duré 17 jours.

4 Synthèse des Avis des personnes publiques associés et autres à l'élaboration du projet

4.1 Avis DDTM /DREAL PACA / UD 13

Le préfet des Bouches du Rhône, service Mer, Eau Environnement du 17 mai 2023 a émis un avis favorable signé Frédéric ARCHELAS.

Le service de la DREAL, donne un avis favorable au titre de la biodiversité, au vu

- Au titre de la loi sur l'eau, est cité l'arrêté préfectoral du 2 novembre 1999 au bénéfice du Grand Port de Marseille.
- Entourant la réalisation d'un système de rejet des eaux collectés du projet. (Exonération du besoin de déclaration du projet). Toutefois une consultation au titre du Permis de Construire du C..M pour valider les éléments technique et avis sur l'étude.

4.2 Avis de l'ARS (Agence Régionale de la Santé)

Avis signé Maria CRIADO, l'ARS conclut que la qualité du volet « santé » de l'étude d'incidence est satisfaisante. Une prescription confirme la nécessité de prendre en compte les prescriptions liées aux mesures compensatoires vis-à-vis des rejets atmosphériques. (Circulation des engins, vitesse, poussières...)

4.3 Avis du préfet des Bouches du Rhône, cas par cas,

Arrêté 2022-246-k, du 13 octobre 2022, décision de mise en place de procédure induisant un dossier d'étude environnementale. pièce jointe.

4.4 DDSIS, Avis Service départemental Service Secours

Avis SDIS du 3 mai 2023 signé du colonel J.L BECCARI, envoyé le 14 décembre 2023, par la préfecture des Bouches du Rhône. L'avis favorable du SDIS procède à une analyse règlementaire du projet du point de vue des ICPE et risque aux produits stockés, à leur dangerosité et aux risques incendie. Il préconise diverses positions contre l'incendie et notamment attire l'attention de la couverture photovoltaïque mise en toiture en cas d'intervention des services secours.

5 Analyse des observations du public et procès-verbal de synthèse.

5.1 Procès-verbal de synthèse en date du 11 décembre 2023.

En application des prescriptions exprimées dans l'article R123-18 du code de l'environnement, ci-joint le Procès-Verbal de synthèse destiné à porter à votre connaissance les observations exprimées par le public au cours de l'enquête publique menées conformément à l'arrêté du 2022 246 a, du 19 octobre 2023 ainsi que les questions inhérentes au dossier.

5.2 Mémoire en réponse du pétitionnaire

Ci joint la réponse de la société MEDIACO logistique sud de M.D. LIOTTA. M LIOTTA répond à mes questions en précisant ou affinant certains points et arguments de l'étude d'incidence. Ce document vient conforter l'analyse des mesures proposées par le maître d'ouvrage et son bureau BE EVOLUTYS.

Le présent document clos la partie rapport du Commissaire Enquêteur du dossier MEDIACO Logistique Sud. Didier Pagès Commissaire Enquêteur.

le 21.12.2023 .


Enquête Publique de demande d'autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement formulée par la société MEDIACO logistique SUD, en vue d'être autorisée à modifier les conditions d'exploitation de son établissement sur la commune de Port Saint Louis du Rhône.

ENQUÊTE PUBLIQUE DU 22 NOVEMBRE AU 8 DECEMBRE 2023

Décision de désignation du commissaire enquêteur par le Tribunal Administratif de Marseille du 13 octobre 2023 n°E23000081/13

Didier PAGES

Dossier arrêté n°2022-246-A du 19 octobre 2023

du préfet des Bouches du Rhône

2 CONCLUSION et AVIS⁵

Compte-tenu,

1. De la pluralité de l'enquête publique

l'enquête publique se déroule conjointement sur la commune de Port Saint Louis du Rhône et sur La commune de Fos sur mer, toutes les deux impactées par le périmètre de la ZIP de Fos sur mer. (Port St Louis du Rhône, siège de l'enquête)

2. Objet de l'enquête :

L'enquête qui m'a été confiée consistait à informer le public et recueillir ses observations sur le projet porté par la société MEDIACO logistique sud relatifs à la

⁵ Conformément à l'article R123-19 du code de l'environnement, la partie conclusion est distincte du rapport : 1 Rapport et 2 Conclusion.

demande d'autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement formulée par la société MEDIACO logistique SUD, en vue d'être autorisée à modifier les conditions d'exploitation de son établissement sur la commune de Port Saint Louis du Rhône.

3. Du déroulement de l'enquête publique

L'enquête fut réalisée du 22 Novembre au 8 décembre 2023, soit pendant 17 jours.

La réception du public s'est effectuée selon les dates définies dans le calendrier d'enquête :

- Mercredi 22 novembre de 9 à 12h à Port St Louis du Rhône, au pôle technique
25 avenue Marc Dormey 13230
- Jeudi 30 novembre 9 à 12h Fos sur Mer à l'hôtel de ville Avenue René
CASSIN13270
- Vendredi 8 décembre de 9 à 12h sur Fos et de 14 à 17h Port Saint Louis du
Rhône

Le public a disposé du dossier complet (Bureau d'étude EVOLUTYS, 2 tomes) et les différents avis (ARS et DREAL) dans les locaux des mairies de FOS sur mer et Port Saint Louis du Rhône, pendant les jours ouvrables et aux heures d'ouverture au public. Il pouvait aussi le visualiser et le consulter à partir de l'adresse du site de la préfecture des Bouches du Rhône, cité précédemment dans le rapport.

La publicité de l'enquête a été effectuée réglementairement par voie de presse, par affichage dans les lieux concernés.

Au terme de l'enquête il n'y a eu aucune observation du public, ni orale, ni écrite sur les registres ou sur l'adresse mel instaurée pour l'occasion par la préfecture des Bouches du Rhône. (Observations dématérialisées)

4. Du dossier,

En l'absence d'observations à l'enquête, eu égard à la nature complexe du dossier, à la compréhension des enjeux environnementaux, il est entendu au vu :

- des avis, de la DREAL et de l'ARS,
- des entrevues, dialogues avec le maitre d'ouvrage avec M.LIOTTA de la société

MEDIACO logistique Sud, notamment lors de la visite du site.

- Des dialogues et mémoire en réponse du procès-verbal de synthèse avec la société, notamment sur la procédure en cours du permis de construire et de l'engagement sur les mesures de l'incidence.
- de l'avis favorable DDSIS, fourni par la préfecture et le SDIS le 14 novembre 2023.
- des pièces du dossier citées p12 et 13 du rapport et les pièces complémentaires, complété au tome 1, p3 du dossier soumis à l'enquête publique .
- du projet, présenté par la société MEDIACO logistique Sud par l'intermédiaire du bureau d'étude BE EVOLUTYS.

Ce projet de stockage de produits inflammables ou dangereux en quantité ou volume importants dans une extension de 10048 m² à 27183m² avec la création de 3 nouveaux bâtiments industriels sur la ZIP de FOS par un des acteurs du développement et de la redistribution Import-Export du trafic maritime de conteneurs du port de Fos est pris en compte dans le dossier BE EVOLUTYS de demandes d'autorisation environnementale.

Conclusion motivée

Je considère en ma qualité de Commissaire Enquêteur :

- que cette extension de stockage, par la société MEDIACO Logistique Sud, de produits dans 3 nouveaux bâtiments en extension d'un bâtiment existant est de nature à répondre à un besoin de développement de l'entreprise par sa proximité géographique immédiate du port maritime de conteneur du port de Saint Louis du Rhône,
- que les matériaux stockés répondent à des besoins quotidiens alimentaires de déplacement ou d'habitat, irrigués depuis les flux du port maritime vers les destinations terrestres en camion et vice et versa.

- que les impacts environnementaux ne sont pas de nature à porter atteinte significative à l'environnement au travers des engagements du pétitionnaire, notamment par leur positionnement sur un délaissé de terrain déjà artificialisé.
- que les conditions de réalisation, de développement et de suivi de ce projet soient validés par les services concernés,
- que ce projet s'insère dans un secteur déjà dédié aux activités de logistiques de stockage du Grand Port de Marseille à Port Saint Louis du Rhône.
- que l'étude présentée à l'enquête par BE EVOLUTYS mandatée par M. LIOTTA de la société MEDIACO logistique SUD, répond au contexte réglementaire de la demande d'autorisation environnementale au titre d'installations classées pour la protection de l'environnement par un inventaire réglementaire des mesures d'incidences, des scénari de dangers, de nature à satisfaire aux besoins de développement et d'évaluation des incidences du risque relevé.
- que la réponse au procès-verbal de synthèse du commissaire enquêteur de la société MEDIACO, confirme les mesures présentées dans l'étude et explicite l'usage des transports, des matières stockées vis-à-vis de la réserve formulée par le Conseil de la mairie de Port Saint Louis du 20 novembre 2023.
- que les conditions de réalisation, de gestion et de développement du projet sont validés par les services concernés.
- que l'absence d'observation du public durant toute l'enquête, corrobore le contenu de ce projet.

3 AVIS DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Il est convenu :

Au vu des éléments cités dans la conclusion motivée, face aux enjeux produits Import/export de stockage du port de Fos sur mer du projet d'étude et l'investissement du maître d'ouvrage pour y répondre, sur les communes de Fos sur Mer et Port Saint Louis du Rhône.

Que le commissaire enquêteur émet au titre de l'enquête publique de la demande d'autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement formulée par la société MEDIACO logistique SUD, en vue d'être autorisée à modifier les conditions d'exploitation de son établissement sur la commune de Port Saint Louis du Rhône.

Un AVIS FAVORABLE

Avec la réserve suivante : prise en compte des éléments de l'étude de danger et des prescriptions du DDSIS, en application des réglementations en vigueur, tant au niveau du permis de construire que lors de la réalisation du projet de construction.

Martigues,

le 21.12.2023 .



Didier PAGES Commissaire enquêteur

Les conclusions et l'avis mentionné du commissaire enquêteur sont parties intégrantes du rapport d'enquête publique qui fait l'objet d'une rédaction préalable et distincte.